

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Château de Maisons – Maisons-Laffitte (78)

Réalisation de l'exposition temporaire « Le comte d'Artois, prince et mécène. La jeunesse du dernier roi de France » qui se tiendra du 14 novembre au 2 mars 2026 (dates prévisionnelles) au château de Maisons

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

LOT n°1 – Aménagement (RELANCE)

PROCEDURE DE PASSATION : Marché passé selon la procédure adaptée restreinte en application des articles R2123-1.3° (services sociaux et autres services spécifiques – CPV 92521100-0 Services d'exposition dans les musées) ; R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR : Centre des Monuments Nationaux - Hôtel de Sully - 62 rue Saint-Antoine - 75186 PARIS CEDEX 04, représenté par Madame Marie LAVANDIER, agissant en qualité de Présidente du Centre des Monuments Nationaux.

SERVICE GESTIONNAIRE DU MARCHÉ : Direction du Développement Culturel et des Publics – Département des Manifestations Culturelles

M0 : mois de remise de l'offre finale (cf. date de signature de l'acte d'engagement par l'attributaire)

Table des matières

Article 1.	Généralités	4
1.1	Objet des marchés	4
1.2	Décomposition en lots	Erreur ! Signet non défini.
1.3	Procédure de passation des marchés	4
1.4	Description des prestations	4
1.5	Durée du marché	4
1.6	Délai d'exécution.....	4
Article 2.	Correspondants	
2.1	Correspondants pour le Pouvoir adjudicateur	5
2.1.1	Maîtrise d'ouvrage	5
2.1.2	Commissaires	5
2.1.3	Cité internationale de la langue française	Erreur ! Signet non défini.
2.1.4	Département des manifestations culturelles du CMN	5
2.1.5	Maîtrise d'œuvre.....	6
2.2	Correspondant du Titulaire	6
Article 3.	Obligations du titulaire.....	6
Article 4.	Conditions d'exécution des prestations	7
4.1	Dispositions générales.....	7
4.2	Planning d'exécution	8
4.3	Le personnel.....	8
4.4	Moyens matériels	9
4.5	Échantillons fournis en cours d'exécution du marché	9
4.6	Présence aux réunions ou rendez-vous.....	9
4.7	Nettoyages	9
4.8	Démontage des éléments scénographiques.....	9
Article 5.	Operations de vérification – Garanties - Maintenance	11
5.1	Déroulement des opérations de vérifications	11
5.2	Garanties – Maintenance	11
Article 6.	Prescription en matière d'hygiène et de sécurité	12
Article 7.	Modalités de détermination des prix.....	12
7.1	Nature des prix	12
7.2	Modalités de révision des prix.....	12
7.3	Contenu des prix.....	13
Article 8.	Pénalité	14
8.1	Pénalités pour retard en cours d'exécution des prestations	14
8.2	Pénalités pour retard dans l'achèvement des prestations	14
8.3	Pénalités pour absence ou retard aux rendez-vous	15
8.4	Pénalités pour non-respect du plan de prévention	15
8.5	Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux....	15
8.6	Pénalités pour non-respect d'un engagement contractuel par le titulaire	15
Article 9.	Modalités de règlement	16
9.1	Répartition des paiements.....	16
9.2	Production de la facture	16
9.3	Délai de paiement	17
Article 10.	Avance	17
Article 11.	Assurances	17
11.1	Assurance de la responsabilité décennale et des risques annexes	17
11.2	Autres assurances individuelles	18
11.3	Dispositions communes aux articles 11.1 et 11.2.....	18
Article 12.	Cession ou nantissement de créance.....	19
Article 13.	Sous-traitance.....	21
Article 14.	Sinistres - Dommages	21

Article 15.	Changement dans la structure de la société	22
Article 16.	Utilisation des résultats – Propriété matérielle et intellectuelle	22
Article 17.	Clause diversité et Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations	24
17.1	Généralités	24
17.2	Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »	25
17.3	Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN	25
17.4	Collaboration du titulaire en cas de signalement	25
Article 18.	Obligation de confidentialité et de protection des données à caractère personnel	26
18.1	Obligation de confidentialité	26
18.2	Protection des données à caractère personnel	27
Article 19.	Obligation de transmission semestrielle	27
Article 20.	Clause de réexamen	28
Article 21.	Marchés de prestations similaires	29
Article 22.	Résiliation.....	29
22.1	Résiliation	29
22.2	Arrêt de l'exécution des prestations.....	29
Article 23.	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	30
Article 24.	Litiges	30
Article 25.	Déroptions aux documents généraux.....	30

Article 1. Généralités

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ont pour objet l'exécution des prestations de réalisation de l'exposition temporaire « Le comte d'Artois, prince et mécène. La jeunesse du dernier roi de France » au château de Maisons à Maisons-Laffitte (78 600).

L'opération comporte 3 lots :

Lot 1 – Aménagement

Lot 2 – Electricité éclairage

Lot 3 – Signalétique

Ils ont fait l'objet d'une première procédure référencée sur la PLACE sous le numéro 25-180-78_79_80. Le lot 1 a toutefois été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général (redéfinition du besoin).

Le présent CCAP concerne donc spécifiquement le lot 1 – Aménagement dans le cadre de sa relance.

1.2 Procédure de passation

Marché passé selon une procédure adaptée services sociaux et spécifiques (en raison de l'objet des prestations) en application des articles L.2123-1, R.2123-1.1, R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la commande publique.

1.3 Description des prestations

Le Titulaire doit réaliser les prestations suivantes :

- La fourniture de tous les documents techniques, garanties, fiches techniques ;
- La fourniture et la fabrication de tous les mobiliers constitutifs de l'exposition décrits ci-dessous, permettant une parfaite finition et installation des ouvrages ;
- La communication en temps utile au titulaire du lot 2 Electricité éclairage et au titulaire du lot 3 Signalétique des dimensions et contraintes techniques des mobiliers ;
- La réalisation des passages de câbles pour le lot 2 Electricité éclairage ;
- L'installation durant la période décrite au planning ;
- La maintenance durant l'exposition ;
- La dépose de l'ensemble des mobiliers, et, selon la décision de la MOA, stockage de certains éléments, mise en benne avec traitement des déchets, et dons à des associations.

Les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.4 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification : il prend fin à l'expiration des garanties contractuelles.

1.5 Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux indiqués dans le planning général prévisionnel de réalisation des prestations inscrit dans le CCTP.

Le planning général prévisionnel devient le planning général définitif dans les conditions mentionnées au CCTP.

A titre d'information, la fin de démontage (à partir de laquelle court le délai de garantie susmentionné) interviendra vers le 20 mars 2026. Cette date est purement indicative.

Article 2. Correspondants

2.1 Correspondants pour le Pouvoir adjudicateur

Le Centre des monuments nationaux est maître d'ouvrage de l'opération. Le maître d'œuvre est le correspondant du maître d'ouvrage, chargé de l'organisation et du contrôle des prestations.

Le représentant qualifié du maître d'ouvrage est la Directrice du Développement Culturel et des Publics représentée par la chargée de production du département des manifestations culturelles et sur site par l'Administrateur du monument.

2.1.1 Maîtrise d'ouvrage

Centre des Monuments Nationaux

Hôtel de Sully
62 rue Saint-Antoine
75186 PARIS CEDEX 04

2.1.2 Commissaires

- **Laurent Salomé**, conservateur général du patrimoine, directeur du musée national des châteaux de Versailles et de Trianon ;
- **Raphaël Masson**, conservateur en chef aux châteaux de Versailles et de Trianon, chargé de la recherche appliquée aux collections et de la conservation des théâtres ;
- **Vincent Bastien**, conservateur en chef aux châteaux de Versailles et de Trianon ;
- **Benoît Delcourte**, conservateur en chef aux châteaux de Versailles et de Trianon, responsable Mobilier et Objets d'arts XIXe siècle ;

Gabriel Wick, historien de l'art.

2.1.3 Château de Maisons

- Administrateur du château de Maisons :
Alexandre Vitel, 06 20 11 66 15, alexandre.vitel@monuments-nationaux.fr

2.1.4 Département des manifestations culturelles du CMN

- Chef du département des manifestations culturelles du CMN :
Christophe Potet
- Cheffe de projet expositions :

Pauline Durozey, 06 63 63 77 25, pauline.durozey@monuments-nationaux.fr

- **Clotilde Roy**, conseillère scientifique pour le CMN.

2.1.5 Maîtrise d'œuvre

Scénographie :

AtoY / Naori YAMAZOE

22 rue des Taillandiers, 75011 Paris

Tél : 06 30 21 10 48

Mail : atoy@atelier-atoy.com

Conception Eclairage :

Serge DAMON

3, rue des Trois Conils, 33000 Bordeaux

Tél : 06 08 42 12 93

Mail : damon.serge@orange.fr

Graphisme :

VOLUME VISUEL / Cyril CHOEN

18, rue Thibaud, 75014 Paris

Tél : 06 84 99 29 93

Mail : cyril@cyrilcohen.net

2.2 Correspondant du Titulaire

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité, le Titulaire s'engage à communiquer au maître d'œuvre et au représentant qualifié du maître d'ouvrage, les coordonnées précises d'un correspondant (nom, adresse, téléphone, fax, e-mail). Il est l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage. Il est responsable des plannings et de la coordination des prestations.

En cas de co-traitance, le mandataire du marché doit assurer le travail de coordination auprès de son équipe. Interlocuteur privilégié auprès du maître d'œuvre et du représentant qualifié du maître d'ouvrage, il a en charge le suivi et la réalisation des répartitions de paiement, de la planification et de la mise à jour du calendrier d'intervention du personnel co-traitant.

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché doit être communiqué au maître d'œuvre et au représentant qualifié du maître d'ouvrage dans les meilleurs délais.

Article 3. Obligations du titulaire

Avant tout début d'exécution des prestations, le Titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance des objets, œuvres ou autres biens concernés et de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il doit solliciter toute information complémentaire dont il ressent le besoin avant d'engager les opérations.

Pendant leur séjour sur le site, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité de l'établissement qui leur sont communiquées par le Directeur de la Cité internationale de la langue

française – château de Villers-Cotterêts ou par la Directrice du développement culturel et des publics ou leur représentant et notamment à ses règlements intérieurs.

Les documents remis, le cas échéant, au Titulaire par le maître d'œuvre ou le représentant qualifié du maître d'ouvrage demeurent la propriété exclusive de ce dernier et doivent par conséquent lui être restitués après exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage, tant en son nom qu'en celui de son personnel, à respecter le secret des marchés et à ne pas divulguer ou transférer à des tiers, à quelque titre que ce soit, et de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, les informations transmises, acquises ou résultant de l'exécution des marchés, des contacts avec le personnel du monument, de la connaissance des lieux et des méthodes de travail du maître d'ouvrage.

Le Titulaire est tenu à une obligation de discrétion (article 5 du CCAG-FCS).

Il s'engage à observer ou faire observer toutes les consignes de confidentialité particulières que le représentant qualifié du maître d'ouvrage leur donne.

Par information, il faut entendre notamment et non limitativement les renseignements, résultats, plans, calculs, dessins, études, conceptions, projets, réalisations ainsi que leurs supports, quelle qu'en soit la nature scientifique, technique, technologique, commerciale, financière ou autre.

L'obligation de secret subsiste aussi longtemps que les informations ne sont pas devenues de notoriété publique sans infraction à ce marché.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent au Titulaire, aux co-traitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Article 4. Conditions d'exécution des prestations

4.1 Dispositions générales

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que ces prestations ont lieu dans un établissement recevant du public (ERP) en activité et que toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect des règlements régissant cet Établissement et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner ses activités.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de leur marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- l'exploitation normale de l'établissement public (le monument reste ouvert au public ; seule la zone de chantier est interdite au public pendant la période de montage et pendant la période de démontage)
- l'exécution simultanée d'autres prestations.

Le Titulaire est réputé avoir parfaitement pris connaissance de toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations et notamment :

- les contraintes liées aux œuvres (dimensions, volume, médium, fragilité, type d'encadrement ou de support, etc.)
- les contraintes liées à l'espace d'exposition (accès, circulation, règles de conservation d'un monument historique...)
- des exigences particulières du Centre des monuments nationaux.

Dans le cas où des modifications et des contraintes imprévues interviennent en cours d'exécution des prestations, le Titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'œuvre et la Directrice du développement culturel et des publics ou son représentant.

Les solutions techniques ou organisationnelles qu'il propose dans ce cas doivent être acceptées par le représentant qualifié du maître d'ouvrage.

Le Titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations, objet des marchés, et prendre en charge le matériel d'exploitation permettant l'exécution de ces prestations.

Le Titulaire s'engage notamment :

- A respecter les instructions du représentant qualifié du maître d'ouvrage portant notamment sur les heures d'ouverture et de fermeture du monument et les modalités d'accès
- A prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations notamment du monument, des équipements muséographiques ou autres biens, dues à ses interventions dans les espaces du monument,
- A veiller à maintenir le site et les espaces d'exposition toujours en bon état de propreté.

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition du CMN un ou des interlocuteur(s) pouvant être joint(s) à tout instant et en tout lieu pour garantir un suivi permanent du dossier.

Pour certains matériels et produits, notamment ceux du lot 2, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou à un modèle d'une marque commerciale. Les marques et modèles indiqués dans le CCTP ne sont donc donnés qu'en terme de référence et à titre strictement indicatif ; la mention « ou équivalent » permet au titulaire de proposer tous matériels et produits dont les fonctionnalités et les caractéristiques techniques seraient similaires ou identiques. Le titulaire aura donc toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, aspects, (etc.) à ceux énoncés dans le présent CCTP.

4.2 Planning d'exécution

Le Titulaire est tenu de réaliser ses prestations conformément aux dates et délais indiqués dans le planning d'exécution prévisionnel défini dans son offre. Ce planning devra être en conformité avec le planning prévisionnel indiqué dans le CCTP.

Il devient contractuel à l'issue de la période de préparation, dans les conditions définies au CCTP. Le planning d'exécution est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution des marchés par le maître d'ouvrage, en concertation avec le maître d'œuvre.

En cas de non-respect du planning d'exécution, le Titulaire se voit appliquer les pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP.

4.3 Le personnel

Le Titulaire met à disposition du Centre des monuments nationaux du personnel qualifié et transmet précisément le nombre de personnes et la qualification prévue par jour sur le chantier pendant le montage et le démontage.

Le Titulaire certifie que tous les personnels qu'il emploie sont en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi et de main d'œuvre.

Le personnel du Titulaire est soumis aux règles d'accès et de circulation de la Cité internationale de la langue française. Il doit se cantonner dans les zones de chargement et déchargements prévues.

Seuls doivent être utilisés par le personnel du Titulaire les parcours, accès désignés, étant entendu qu'il lui est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de la Cité internationale de la langue française.

Le Titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer les prestations dans les délais impartis, à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de sa rémunération.

4.4 Moyens matériels

Le Titulaire doit disposer d'outillage, de moyens de manutention en bon état de fonctionnement et appropriés aux prestations à exécuter.

Le Titulaire doit mettre en place les moyens nécessaires pour garantir la sécurité des opérations de chargement et de déchargement. Le(s) dispositif(s) à mettre en place est à la charge du Titulaire.

4.5 Échantillons fournis en cours d'exécution du marché

Il appartient au Titulaire de présenter à ses frais et dans les délais adéquats, pour approbation par le maître d'œuvre et le représentant qualifié du maître d'ouvrage, tous les échantillons nécessaires à l'exécution des prestations.

Aucune commande de matériel ou produit ne peut être passée avant l'accord du représentant qualifié du maître d'ouvrage sur les échantillons présentés.

4.6 Présence aux réunions ou rendez-vous

Les dates et heures de réunion ou rendez-vous sont fixées par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage.

Le Titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par une personne ayant le pouvoir de décision désignée lors de la première réunion ou rendez-vous.

L'absence ou le retard à une réunion ou à un rendez-vous entraîne l'application automatique des pénalités visées à l'article 8 du présent CCAP.

4.7 Nettoyages

En cas du non-respect des obligations définies au CCTP, le Titulaire se voit appliquer les pénalités visées à l'article 8 du présent CCAP.

4.8 Démontage des éléments scénographiques

A la fin de l'exposition, les éléments scénographiques doivent être démontés par les Titulaires des lots 1 et 2. Les éléments de signalétique (lot 3) sont démontés par le Titulaire du lot 1.

Les modalités exactes des opérations de démontage sont convenues en accord avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et intègrent les contraintes d'ouverture au public du monument.

Article 5. **Operations de vérification – Garanties - Maintenance**

5.1 **Déroulement des opérations de vérifications**

Les prestations faisant l'objet du marché, dont le descriptif est donné dans le CCTP, font l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater leur parfaite conformité aux stipulations contractuelles. En particulier, il est précisé que le Titulaire doit, sans supplément de prix, rectifier toute erreur ou malfaçon relevée au cours de ces vérifications.

Les opérations de vérification et de réception se déroulent selon les modalités fixées au chapitre 5 (articles 27 à 30) du CCAG-FCS.

À l'issue des contrôles, le Pouvoir adjudicateur se prononce sur l'**admission**, l'**ajournement**, la **réfaction** ou le **rejet** des prestations, conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

Ces vérifications interviennent à deux reprises au cours de l'existence du marché :

- **Phase de montage** : à l'achèvement de l'installation scénographique, avant l'ouverture au public, il est procédé à une première vérification des ouvrages. Un procès-verbal est immédiatement dressé et notifié au Titulaire.
- **Phase de démontage** : après retrait complet des installations, une seconde vérification est effectuée afin de s'assurer de la remise en état des lieux. Un constat de démontage est alors établi et notifié dans les mêmes formes.

5.2 **Garanties – Maintenance**

À compter de la notification des procès-verbaux et constats mentionnés supra, **deux périodes distinctes de garantie** prennent effet.

1° Garantie pendant l'exposition

Les prestations admises à l'issue de la phase de montage sont garanties pendant toute la durée de l'exposition, jusqu'à son démontage intégral. Le Titulaire doit, à ses frais, **remettre en état ou remplacer** tout élément défectueux conformément à l'article 33.1 du CCAG-FCS ou endommagé, dans un délai maximum de **vingt-quatre (24) heures** à compter de la notification du désordre.

2° Garantie d'un an après démontage

Les prestations admises à l'issue de la phase de démontage de l'exposition font l'objet d'une garantie d'un an. Cette garantie vise à sécuriser la remise en état complète des lieux et à traiter les éventuels défauts ou dommages révélés après le repli des installations. Sans être limitative, elle peut couvrir :

- la remise en état ou du remplacement des éléments scénographiques réutilisables présentant un vice caché ;
- le retrait complet des dispositifs signalétiques et du nettoyage des traces résiduelles ;
- la neutralisation ou la mise en conformité des réseaux électriques/éclairage et du remplacement des appareils défectueux ;
- l'évacuation réglementaire des déchets et du nettoyage final des zones d'intervention ;

- de la remise des documents de fin de chantier mis à jour (plans DOE, rapports de conformité, certificats de recyclage).

L'exécution de ces garanties relève des modalités prévues à l'article 33 du CCAG-FCS.

Article 6. Prescription en matière d'hygiène et de sécurité

Les prestations entrent notamment dans le champ d'application des articles R.4511-1 à R.4515-11 du Code du travail concernant la prévention des risques liés aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure et de ce fait, le Titulaire est tenu au respect des dispositions y figurant.

Pour ce faire, le Titulaire doit :

- avant le commencement des prestations sur site, définir les modalités de prévention adaptées à son intervention, et prendre connaissance des consignes de sécurité en vigueur sur le site,
- transmettre au représentant qualifié du maître d'ouvrage une note d'information préalable précisant les dates d'intervention, les durées, le nombre de salariés affectés, les noms et qualités des personnes responsables (chefs de site),
- informer leurs salariés et leurs sous-traitants des dispositions retenues.

Le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

A ce titre, le Titulaire doit observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des prestations à exécuter. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

Article 7. Modalités de détermination des prix

7.1 Nature des prix

Pour l'ensemble des lots, les prestations sont rémunérées au **prix global et forfaitaire** fixé dans l'acte d'engagement et détaillé dans la DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire).

Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date d'exécution des prestations.

7.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables, suivant les modalités fixées ci-dessous.

Les index de référence choisis en raison de leur structure et pris en compte pour chaque lot sont les suivants :

Désignation des lots	Index
Agencement	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31 et 32 – Autres produits manufacturés – prix de base – base 2015 – Données mensuelles brutes Identifiant 010534479 ;

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision C_n , donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + (0,85 \times I_m/I_0)$$

Les index I_0 et I_m sont les index de révision pris respectivement au mois M_0 du marché et au mois m au cours duquel les prestations figurant dans la demande d'acompte ont été réalisées.

En application de l'article R. 2191-28 du Code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

7.3 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses et sujétions énumérées à l'article 10.1 du CCAG-FCS et tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations et notamment :

- les soins particuliers, les difficultés d'exécution ou celle de l'emploi de matériaux découlant de la nature particulière des prestations impliquant :
- l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des prestations à réaliser
- l'obligation d'emploi des matériaux de choix
- les précautions à prendre pour ne pas dégrader en rien les parties conservées de l'édifice
- les sujétions liées à l'exploitation du monument,
- les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens,
- les frais d'installations du chantier, d'accès, de protection...,
- en cas de groupement d'entreprises, les frais de coordination des membres du groupement,
- les présentations d'échantillons, prototypes...,
- les opérations de remise en état de tous les éléments dégradés pendant l'installation,
- la protection des ouvrages jusqu'à leur réception,
- l'ensemble des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des prestations de chacun des marchés,
- les frais de nettoyage, d'enlèvement des déchets et emballages qui doivent être évacués quotidiennement,
- les frais d'assurances mentionnés au présent CCAP,
- les frais d'établissement des documents fournis après exécution par le Titulaire.

Le Titulaire supporte, sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les interruptions du travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou d'exploitation du monument dans lequel s'effectuent les prestations.

Il est précisé que, s'agissant du prix forfaitaire, il rémunère l'ensemble des prestations décrites dans les pièces du marché, quelles que soient les quantités exécutées, étant entendu que les éventuels nombres

d'heures alloués au marché et précisés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ne sont donnés qu'à titre indicatif et sont dépourvus de valeur contractuelle.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Article 8. Pénalité

Il est complété et dérogé à l'article 14 du CCAG-FCS comme indiqué ci-après :

Les pénalités sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

Une fois le montant de la pénalité déterminée, la pénalité sera appliquée au titulaire soit par l'émission d'un avoir par le titulaire, soit par l'émission d'un titre de recettes par le Pouvoir adjudicateur, soit par prélèvement sur les sommes dues au titulaire. Le choix se fera entre le titulaire et le service gestionnaire du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2, les pénalités ne seront pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités applicables, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de moduler le montant d'une pénalité applicable lorsque celle-ci apparaît disproportionnée ou excessive.

Sauf mention contraire, les pénalités s'appliquent sur simple constat, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

8.1 Pénalités pour retard en cours d'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations, au regard des délais d'exécutions tels que fixés dans la dernière version du planning général définitif fixée par le pouvoir adjudicateur, il est appliqué une pénalité d'un montant de 300 € HT par jour calendaire de retard.

Cette pénalité est également applicable en cas de retard dans la remise des échantillons.

8.2 Pénalités pour retard dans l'achèvement des prestations

En cas de retard dans l'achèvement des prestations (de montage ou de démontage) par le titulaire au regard du délai fixé dans la dernière version du planning général définitif fixée par le pouvoir adjudicateur, il est appliqué une pénalité d'un montant de 400 € HT par jour calendaire de retard.

8.3 Pénalité pour retard dans la correction des erreurs ou malfaçons signalées lors des opérations de vérification ou durant la période de garantie

Tout désordre, erreur ou malfaçon constaté lors des opérations de vérification ou au cours de la période de garantie doit être corrigé dans le délai de résolution imparti, tel qu'il résulte du marché et de ses avenants, de l'offre technique du Titulaire ou, à défaut, de la lettre ou du courriel de signalement émis par le Pouvoir adjudicateur. À défaut d'exécution complète dans ce délai, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 € HT par jour calendaire de retard, jusqu'à la levée intégrale désordre, erreur ou malfaçon constaté.

8.4 Pénalités pour absence ou retard aux rendez-vous

En cas d'absence ou de retard non motivé aux réunions ou rendez-vous organisés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, les Titulaires encourent une pénalité forfaitaire de 150 € HT par absence.

8.5 Pénalités pour non-respect du plan de prévention

Outre les autres possibilités mentionnées au présent CCAP, résiliation des prestations notamment, le Titulaire encourt les pénalités suivantes, en cas de non-respect des dispositions fixées dans le plan de prévention d'un montant de :

- 1000 € HT par infraction constatée lorsque la violation met en danger la vie du salarié ou la vie d'autrui,
- 500 € HT par infraction constatée pour tous les autres cas.

8.6 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par ces installations sont compris dans le délai d'exécution.

À la fin des travaux de pose et d'installation, dans le délai de 5 jours calendaires à compter de la date de la notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 45 du CCAG-FCS, sans préjudice d'une pénalité de **400 euros HT** par jour calendaire de retard.

8.7 Pénalités pour non-respect d'un engagement contractuel par le titulaire

Hors les cas de pénalités spécifiques prévus aux autres articles du CCAP, dans l'éventualité où un engagement contractuel à la charge du titulaire ne serait pas respecté, ce dernier encourt sur simple constatation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **500 euros HT**. Dans le cas où le manquement constaté perdurerait dans le temps, cette pénalité sera appliquée par jour calendaire, à compter du jour de constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par le titulaire.

Cette pénalité s'applique notamment en cas de réponse tardive du titulaire, suite à une demande de devis du Pouvoir adjudicateur ou de la maîtrise d'œuvre, dans le cas de prestations supplémentaires ou modificatives (article 23 du CCAG-FCS) ; étant précisé que le délai maximal laissé au titulaire pour communiquer un devis est, par défaut et sauf mention contraire, de cinq (5) jours calendaires à compter de la transmission de la demande de devis par le Pouvoir adjudicateur ou le MOE, avec l'ensemble des

données nécessaires à l'établissement du devis. Sans mention contraire du titulaire dans le délai de cinq (5) jours suivant la demande, la demande de devis est considérée complète.

Article 9. Modalités de règlement

9.1 Répartition des paiements

Les paiements sont répartis ainsi après certification du service fait par le CMN :

La répartition des paiements ci-dessous est calculée par rapport au montant contractuel du marché et selon l'échéancier ci-après :

- un paiement à la suite de la phase d'exécution des plans, soit 20%,
- un paiement à la suite de la livraison sur site, soit 30%,
- un paiement à la suite de la réception de l'exposition, soit 40%,
- le solde, soit 10%, à l'enlèvement (démontage) de l'exposition.

9.2 Acomptes

Les prestations du marché pourront être partiellement réglées avant leur achèvement par acompte, dans le cas où leur délai d'exécution est important, afin que l'intervalle entre deux paiements successifs n'excède pas trois mois (ou un mois sur demande du Titulaire conformément à l'article L.2191-4 du code de la commande publique).

Le montant de l'acompte est alors déterminé conformément aux dispositions de l'article 11.3.5 du CCAG-FCS.

9.3 Production de la facture

Le versement des sommes dues par le Centre des monuments nationaux s'effectuera au service « fait », c'est-à-dire réceptionné par le CMN, sur la base des montants tels qu'ils figurent dans la DPGF.

Le règlement sera effectué par virement au compte bancaire ou postal indiqué précédemment.

Les factures sont obligatoirement déposées sur Chorus Portail Pro (site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>), conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Les identifiants CMN sont les suivants :

- SIRET : 18004601300017
- Service exécutant : 1801 – DPT DES PUBLICS (Département des manifestations culturelles)
- EJ : VOIR NOTIFICATION

Elles doivent comporter, outre les mentions légales (raison sociale, adresse, forme juridique, numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, numéro de TVA intracommunautaire du titulaire), les indications suivantes :

- Date de l'émission de la facture,
- Numérotation de la facture,
- Numéro du marché,
- Identité de l'acheteur (Nom ou dénomination sociale et adresse),
- Identité du fournisseur : dénomination sociale de la société (suivie du numéro SIREN ou SIRET et du code NAF) et son adresse,

- Numéro individuel d'identification à la TVA,
- Désignation du (des produits) produit ou de la (des) prestation,
- Décompte détaillé de chaque produit fourni (Détail en quantité et prix),
- Prix unitaire hors TVA des produits vendus,
- Majoration éventuelle de prix (Frais de transport...),
- Taux de TVA légalement applicable montant total de la TVA correspondant,
- Si les opérations sont soumises à des taux de TVA différents, il faut faire figurer sur chaque ligne le taux correspondant,
- Réduction de prix : remise acquise à la date de la vente et directement liée à cette opération, à l'exclusion des escomptes non prévus sur la facture,
- Somme totale à payer hors taxe (HT), toutes taxes comprises (TTC) et montant de la TVA.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable du Centre des monuments nationaux - Hôtel de Sully - 62 rue Saint-Antoine - 75186 PARIS CEDEX 04.

9.4 Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire est prévue (Article D2192-35 du Code de la Commande publique) pour frais de recouvrement, celle-ci est fixée à 40€.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

Article 10. Avance

Cf. article 5.1 de l'Acte d'engagement du lot concerné.

Article 11. Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

11.1 Assurance de la responsabilité décennale et des risques annexes

L'entreprise ainsi que les cotraitants ou sous-traitants déclarent qu'ils sont titulaires des garanties couvrant :

- Pour les prestations de pose et d'installation, et sous réserve de son applicabilité, leur responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 2270 du Code civil conformément à l'article L 241-1 du Code des assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des assurances,
- les risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception,
- la garantie de bon fonctionnement minimal de deux ans des éléments d'équipements au sens

- de l'article 1792-3 du Code civil,
- les dommages immatériels consécutifs après réception.

Les fabricants soumis à la loi 78-12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité, notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code civil.

En cas d'intervention sur existants, ces garanties devront impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction, qui non totalement incorporées dans l'ouvrage neuf en deviennent techniquement divisibles.

11.2 Autres assurances individuelles

L'entreprise ainsi que les cotraitants ou sous-traitants déclarent qu'ils sont titulaires des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

Ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de la construction sur, sous, ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs, ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, notamment par accident, incendie, explosion, eau et vol.

11.3 Dispositions communes aux articles 11.1 et 11.2

➤ Attestations

Préalablement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entreprise ainsi que les cotraitants, sous-traitants et fabricants doivent justifier au moyen d'une attestation originale de l'assureur qu'ils sont bien titulaires des garanties énoncées ci-dessus aux articles 11.1 et 11.2.

➤ E-attestations

La preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être apportée tous les six (6) mois par le titulaire par l'envoi (électronique) d'une attestation de fourniture de déclarations sociales de moins de 6 mois.

Dans le cadre des obligations légales, le Centre de monuments nationaux a souscrit depuis janvier 2016, à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation : elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la

fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

➤ **Mandataire en cas de groupement d'entreprises**

En cas de groupement d'entreprises titulaires d'un même marché, le mandataire commun devra produire une attestation le couvrant pour la responsabilité qui lui incombe du fait de sa mission particulière de mandataire commun.

➤ **Modifications aux contrats d'assurances**

L'entreprise devra signaler au maître d'ouvrage toutes modifications apportées aux contrats en cours (assureurs, nature et montant des garanties et des franchises, etc.) et faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues.

L'entreprise s'engage, de plus, à notifier au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

➤ **Garanties insuffisantes ou absence de garanties**

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'une assurance complémentaire et, à défaut, de souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier, et/ou pour celui de ses co-traitants, sous-traitants et fabricants. Dans cette hypothèse, le montant de la prime sera retenu, sur justificatif, sur le montant de la première situation présentée par le titulaire.

➤ **Prise d'effet des garanties**

L'ensemble des garanties doit prendre effet dès la signature du marché.

À tout moment, sur simple demande du maître d'ouvrage et/ou en tout cas, spontanément, à chaque échéance annuelle, l'entreprise devra lui justifier ses assurances et le paiement de ses primes, ainsi que celles de ses cotraitants, sous-traitants et fabricants.

Aucun paiement de situation ne sera effectué par le maître d'ouvrage en l'absence de production des différentes polices souscrites.

En outre, la fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées aux articles 11.1 et 11.2 constituent un préalable à la passation des marchés.

En conséquence, le maître d'ouvrage a la possibilité, en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations et hormis la souscription par lui d'une assurance complémentaire à la charge du titulaire, de résilier le marché aux torts de ce dernier.

Article 12. Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être cédé ou mis en nantissement suivant les prescriptions des articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Le montant maximal de la créance qu'il est possible de céder ou de présenter en nantissement est ainsi de :

Montant maximum de la créance en € T.T.C (Cadre réservé au CMN)

Conformément à l'article R. 2191-54 du Code de la commande publique, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable du Centre des Monuments Nationaux.

M. ou Mme L'agent comptable
Centre des monuments nationaux
62, rue Saint Antoine
75186 PARIS Cedex 04

Article 13. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu, du Centre de monuments nationaux, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination des interventions des entreprises sous-traitantes agréées.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au Centre des monuments nationaux (ou lui adresse par lettre recommandée avec A.R.) l'Acte Spécial de sous-traitance (DC4).

L'acte d'engagement éventuellement complété par les annexes ou par les actes spéciaux, indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire et aux sous-traitants.

Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont identiques à celles du marché principal en particulier en ce qui concerne :

- le mois d'établissement des prix,
- les modalités de révision éventuelle des prix,
- Les stipulations relatives pénalités et retenues diverses

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du Titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée des marchés est entièrement pris en charge par le Titulaire.

Le Titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il peut lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet des marchés et renonce à tout recours contre l'établissement public. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

Article 14. Sinistres - Dommages

En cas de sinistre, le Titulaire s'engage à avertir immédiatement le Directeur du développement culturel et des publics ou son représentant et à lui confirmer sa déclaration par écrit dans les 24 heures par courrier recommandé avec accusé de réception.

Les dommages mobiliers et immobiliers ainsi que tout accident corporel qui pourrait survenir au cours des prestations confiées au personnel du Titulaire et reconnus de son fait engagent la responsabilité du Titulaire qui prend en charge les dépenses correspondantes.

Article 15. Changement dans la structure de la société

Le Titulaire doit obligatoirement notifier au Centre des monuments nationaux toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. L'établissement se réserve le droit de résilier, dans un délai d'un mois après cette notification, le présent marché sans être tenu au paiement d'une indemnité. Il en est de même de tout projet de fusion et d'absorption.

Cette clause étant une condition expresse, toute infraction pourra entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

Le CMN doit en être informé directement à l'adresse suivante : marches-publics@monuments-nationaux.fr

Article 16. Utilisation des résultats – Propriété matérielle et intellectuelle

La présente disposition complète et déroge aux dispositions du CCAG-FCS.

16.1 Droits cédés

Le titulaire cède au Centre des monuments nationaux, à titre exclusif, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle (droit de représentation, droit de reproduction et droit d'adaptation) afférents aux résultats et productions effectués ou remis au Centre des monuments nationaux dans le cadre du présent marché, conformément aux articles L.122-2 et L.122-3 du code de la propriété intellectuelle.

Cette cession est consentie, à compter de la remise par le titulaire du marché des résultats et productions, pour la France et le monde entier, pour toute exploitation commerciale et/ou non commerciale, pour tous les usages et tous les besoins du CMN et notamment pour remplir sa mission de service public, pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie par l'article L.123-1 du code de la propriété intellectuelle y compris en cas de prolongation de cette durée.

Le droit de reproduction, entendu au sens de l'article L.122-3 du code de la propriété intellectuelle, à savoir la fixation matérielle par tous procédés qui permettent de communiquer au public les résultats et productions des prestations d'une manière indirecte. Il comprend notamment :

- le droit de reproduire ou faire reproduire par un tiers, tout ou partie des résultats et productions des prestations, sur tout support, qu'il soit ou non désigné à l'article L.122-3 du code de la propriété intellectuelle, qu'il soit connu ou inconnu à ce jour notamment sous forme analogique, électronique, informatique, numérique, magnétique, et sur tous supports (notamment support papier, films, vidéos, disque dur, disquette, vidéodisques, CD, CD Rom, CDI, DVD, etc.).
- le droit d'établir ou de faire établir un nombre illimité de reproduction sur tout format et par tout procédé.

Le droit de représentation, entendu au sens de l'article L.122-2 du code de la propriété intellectuelle et consiste en la communication de tout ou partie des résultats des prestations au public par un procédé quelconque.

Le droit d'adapter s'entend du droit de modifier les résultats et productions, en fonction des besoins du CMN et notamment de les retoucher ou de les intégrer au sein d'autres œuvres, d'adapter les résultats

et productions sous forme d'éléments d'une œuvre collective, de collaboration ou composite, et notamment :

- (i) le droit d'adapter tout ou partie des Œuvres, notamment en réalisant toutes versions dérivées, notamment par superposition, adjonction ou association de textes imprimés et/ou d'éléments graphiques, et, le cas échéant, association de sons et d'images, sur tous supports et par tous procédés connus ou inconnus, actuels ou futurs.
- (ii) le droit d'intégrer et d'adapter les Œuvres pour la réalisation de tous produits ou services.
- (iii) le droit de traduire tout ou partie des Œuvres en toutes langues et de reproduire ces traductions sur tout support actuel ou futur.

Le Centre des monuments nationaux peut exploiter et adapter directement ou dans le cadre de rétrocessions à tout tiers de son choix les résultats et productions pour les besoins liés à l'objet du présent marché et/ou de futures productions culturelles, touristiques et/ou pédagogiques à titre commercial ou non commercial.

Le Centre des monuments nationaux peut librement utiliser les résultats et productions, même partiels, des prestations.

Il a notamment le droit de reproduire, c'est-à-dire, de fabriquer ou faire fabriquer, des objets matériels ou constructions conformes aux résultats et productions des prestations ou à des éléments de ces résultats et productions.

Il peut communiquer à des tiers les résultats et productions des prestations, notamment les dossiers d'études, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du présent marché.

Il peut librement publier les résultats et productions des prestations ; cette publication doit néanmoins mentionner le nom du Titulaire.

Le montant de la cession de droits est inclus dans le montant forfaitaire du marché.

16.2 Exploitations par le Centre des monuments nationaux

Le Centre des monuments nationaux peut, à titre exclusif et gracieux, procéder ou faire procéder aux exploitations suivantes des résultats et productions :

- réalisation des objets ou constructions conformes aux résultats et productions et en tout état de cause, l'ensemble des éléments matériels relatifs à la cérémonie d'hommage,
- utilisation en tout ou partie pour tout autre type de travaux ou d'études,
- études dans le cadre de l'élaboration de parcours de visite du Panthéon,
- exploitation au sein du parcours de visite du Panthéon, dont l'accès est payant et/ou au sein d'autres monuments gérés par le Centre des monuments nationaux ou par ses partenaires,
- réalisation, édition et diffusion de documents et/ou d'outils d'aide à la visite (plaquettes, dépliants, CD, DVD ou tous autres outils multimédias, documents promotionnels du monument et/ou de l'établissement),
- réalisation de médiations à distance (visites commentées virtuelles pour groupes ou individuels, ateliers commentés virtuels pour scolaires, etc.) produites et commercialisées par le CMN ou ses partenaires,
- panneaux de chantiers,
- expositions temporaires (quel que soit le support : papier, photographies, multimédia, audiovisuel),
- opération de communication et/ou de promotion, qu'elle soit réalisée par le Centre des monuments nationaux ou ses partenaires. Ces opérations peuvent notamment concerner la

presse écrite et/ou audiovisuelle, les sites internet et/ou intranet du Centre des monuments nationaux, dossiers de presse, blog,

- faire l'objet de consultation gratuite sur place par le public, ou encore de consultation à l'extérieur sous forme de prêts gratuits à des fins exclusivement documentaires, scientifiques, pédagogiques, muséologique ou d'usage strictement privé excluant pour l'emprunteur le droit de les reproduire et/ou de les dupliquer,
- édition dans le rapport d'activité du Centre des monuments nationaux et/ou de ses tutelles et/ou de ses partenaires, ou dans toute revue scientifique ou culturelle à laquelle le Centre des monuments nationaux ou l'un de ses partenaires s'associeraient,
- dans le cadre des archives du Centre des monuments nationaux,
- fabrication et vente de produits dérivés (affiches, cartes postales, marques pages, magnet, multimédia, photographies, publications, éditions, papier et numériques, œuvres audiovisuelles DVD, CD-rom, CD et CDI, tous supports de communication et décor, etc).
- le Centre des monuments nationaux est autorisé à réaliser ou faire réaliser des prises de vues photographiques et/ou audiovisuelles des résultats et productions, de les intégrer et de les mettre en ligne à son fonds photographique qui est exploité dans le cadre d'une photothèque dont le fonds est utilisé pour les activités du Centre des monuments nationaux et mis à disposition de tiers par la vente des clichés et/ou des droits d'exploitation y afférents aux fins des utilisations les plus larges. Dans ce cadre, le Centre des monuments nationaux s'engage à renvoyer les tiers vers le titulaire du marché pour l'obtention des autorisations nécessaires et pour le paiement des redevances de droits d'auteur correspondantes.

Toutes les exploitations ci-avant mentionnées peuvent se faire sur tout type de support connu ou inconnu à ce jour et notamment Autocad, papier, numérique, photographique, audiovisuel, multimédia, internet et intranet, blog...

Toutes les exploitations des résultats et productions par le Centre des monuments nationaux et/ou le titulaire du marché doivent, dans la mesure du possible, faire apparaître la mention suivante : « © Nom du titulaire - Centre des monuments nationaux ».

Article 17. Clause diversité et Egalite professionnelle et lutte contre les discriminations

17.1 Généralités

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

17.2 Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN. Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

17.3 Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. La présentation de ce dispositif et de la procédure interne mise en place en cas de signalement sont annexées au dossier de consultation.

17.4 Collaboration du titulaire en cas de signalement

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution du marché, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

Article 18. Obligation de confidentialité et de protection des données à caractère personnel

18.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire a une obligation de confidentialité.

En complément des dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à tenir pour confidentiel tout élément, renseignement, document, information quelle qu'en soit la forme dont il aurait connaissance de quelque moyen que ce soit dans le cadre de l'exécution de ses prestations et de l'obtention de quelconque résultat que ce soit. Il s'engage à ne diffuser aucune information sans l'accord préalable exprès du maître d'ouvrage.

De plus, toute communication sous quelque forme que ce soit concernant l'exécution de ses prestations et/ou l'opération et/ou le monument concerné à des fins de démonstration, communication et/ou de promotion, sans l'accord préalable du Centre des monuments nationaux est interdite. Le Centre des monuments nationaux pourra alors transmettre au titulaire le dossier de presse de l'établissement sur l'opération le cas échéant.

Dans le cadre de toute communication, le titulaire s'engage à ce que le Centre des monuments nationaux soit nommé en tant que maître d'ouvrage de l'opération. Par ailleurs, avant diffusion, tout communiqué diffusé par le titulaire sera relu par le service de presse du Centre des monuments nationaux (presse@monuments-nationaux.fr). Si le titulaire souhaite illustrer sa communication par des photos du monument, il devra utiliser les images fournies par le Centre des monuments nationaux.

Le titulaire est autorisé à mentionner le Centre des monuments nationaux et / ou le monument dans le cadre de ses références, en mentionnant le nom de l'opération, le lot attribué, le nom de maître d'ouvrage et le nom du maître d'œuvre.

Dans le cas où le Centre des monuments nationaux répond favorablement à la demande du titulaire, celui-ci doit faire apparaître la mention suivante : « prestations réalisées dans le cadre d'une opération *nom à préciser* – Maîtrise d'ouvrage : Centre des monuments nationaux » et, le cas échéant, créditer les images de la façon suivante : « © Nom du titulaire - Centre des monuments nationaux ».

Dans le cas où la communication serait effectuée via les réseaux sociaux, le titulaire s'engage à mentionner dans ses publications :

- Sur Facebook, la page officielle du Centre des monuments nationaux : facebook.com/lecmn
- Sur Twitter, le compte officiel du Centre des monuments nationaux : @leCMN
- Sur Instagram, le compte officiel du Centre des monuments nationaux : @leCMN
- Sur tout autre plate-forme, la mention suivante en légende ou description : « prestations réalisées dans le cadre de l'opération [nom de l'opération] – Maîtrise d'ouvrage : Centre des monuments nationaux » et, le cas échéant, créditer les images de la façon suivante : « © [Nom du titulaire] - Centre des monuments nationaux ».

Il est à noter que tout dispositif spécifique de communication impliquant les médias numériques (notamment la diffusion en direct, la création de gifs, stories, etc.) répond aux mêmes exigences mentionnées ci-dessus de l'autorisation aux mentions obligatoires.

18.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement pour le compte du maître d'ouvrage, pour que le traitement des données réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées du maître d'ouvrage ;
- les obligations du maître d'ouvrage et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application des dispositions du CCAG-FCS.

Article 19. Obligation de transmission semestrielle

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code.

Lorsque le cocontractant est établi en France, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'une attestation de déclarations sociales et fiscales de moins de 6 mois
- d'un extrait K-bis de moins de 3 mois ou carte d'identification du Répertoire des Métiers
- Lorsque le cocontractant est établi à l'étranger, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :
- d'un document mentionnant son numéro individuel d'identification ou un document mentionnant son

- identité et son adresse ;
- d'un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
 - lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante <http://www.e-attestations.com/>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues dans le présent document

Article 20. Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent de la possibilité de réexaminer les conditions initiales du marché si, en cours d'exécution, apparaissent des besoins complémentaires ou de nouvelles attentes concernant :

- l'aménagement scénographique : ajout ou adaptation de mobiliers, vitrines, socles, dispositifs interactifs, matériaux ou finitions ;
- la signalétique : création ou mise à jour de supports directionnels, informatifs, réglementaires ou d'accessibilité ;
- l'électricité et l'éclairage : renforcement des réseaux, évolution des scénarios lumineux, intégration de nouvelles technologies ou d'exigences de performance énergétique.
- La prolongation de l'exposition : en cas de prolongation de l'exposition au-delà des dates initialement prévues, sous réserve qu'elle est un réel impact sur l'économie du contrat (à justifier par le titulaire), une réévaluation financière pourra être effectuée pour ajuster les coûts liés à cette prolongation. Cette réévaluation prendra en compte les frais supplémentaires de personnel, de maintenance des installations, et toute autre dépense liée à la prolongation.

Ces ajustements peuvent résulter, notamment, d'évolutions des orientations muséographiques, de contraintes techniques ou réglementaires, ou encore de nouvelles ambitions esthétiques ou technologiques nécessaires à la bonne réalisation du parcours de visite.

Dans cette hypothèse, les parties pourront convenir, par voie d'avenant, de modifier le marché pour y intégrer les prestations supplémentaires non prévues initialement. Le montant de la modification respectera l'équilibre économique du marché ; les prix unitaires figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire seront appliqués en priorité pour déterminer la rémunération de ces prestations complémentaires.

De plus, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cours d'exécution, de rendre contractuelle (par voie d'avenant, pris sur le fondement de la présente clause de réexamen) une des pistes d'économies éventuelles envisagées dans le cadre d'une DPGF bis remise par le candidat devenu titulaire au titre de son offre.

De même, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit, en cours d'exécution et par voie d'avenant pris sur le fondement de la présente clause de réexamen, d'intégrer au marché une ou plusieurs PSE, quand bien même elles n'auraient pas été retenues au moment de la notification du marché.

Chaque modification fera l'objet d'un avenant écrit précisant :

- la nature détaillée des nouvelles prestations ;
- leurs modalités d'exécution (délais, interfaces, contraintes de site) ;
- leurs incidences financières et, le cas échéant, leur impact sur le planning général.

L'avenant prendra effet après acceptation formelle par les deux parties.

Article 21. Marchés de prestations similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le CMN pourra passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui sont confiées au titulaire du présent marché.

Si un nouveau marché devait être passer, la durée au sein de laquelle ce marché pourrait être conclu ne saurait dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

Le montant cumulé des marchés similaires conclus sur la base de la présente disposition ne saurait excéder la somme de 749 999,99 € HT, diminuée du montant du présent marché.

Article 22. Résiliation

22.1 Résiliation

En cas de non-respect des clauses du présent marché, celui-ci peut être résilié conformément aux dispositions du Chapitre 7 du CCAG-FCS.

Les prestations peuvent être exécutées aux frais et risques du Titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

Toutefois, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, par dérogation à l'article 42, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 3 %.

22.2 Arrêt de l'exécution des prestations

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

En l'espèce, chaque phase décrite dans le CCTP est une partie technique distincte au sens de la présente clause.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Article 23. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 24. Litiges

En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du marché, le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur un recours gracieux.

Dans le cas où ce dernier ne serait pas satisfait, le Titulaire peut saisir la Commission consultative des règlements amiables.

Tout recours contentieux, qui doit être précédé d'un recours gracieux du Titulaire, est porté devant le tribunal administratif de Paris.

Article 25. Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-FCS, il n'est pas renseigné de liste récapitulative des articles auxquels le présent CCAP déroge.